59e ANNÉE (6e SÉRIE) No 22 2 JUIN 1949

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

Mgr F.-M. CATHERINET
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Le centenaire de la *Civiltà cattolica*. — II. La première équipe. — III. Les grandes luttes de la Revue. — IV. La radio en Russie. — V. Portraits d'hommes d'Etat de la Troisième. — VI. La bataille du Pacifique. — VII. L'entrevue de Ferrières, 19 septembre 1870, — le Siège de Paris. — VIII. La crise du communisme. — IX. Ana Pauker.

I

En tête de son no du 2 avril 1949, la revue la *Civiltà cattolica* imprime ces mots : *Anno centenario* — Année du Centenaire. Ce fut en effet le 6 avril 1850, un samedi, que parut, à Naples, le premier numéro de la *Civiltà*. Depuis cette date, la publication de la vaillante Revue n'a connu que des éclipses passagères dues aux circonstances extérieures ; la Direction saisit cette occasion pour nous donner l'histoire de ses origines.

C'étaient des temps difficiles que ceux où elle vit le jour. La Révolution de février 1848 avait donné le signal à des mouvements analogues, dans la plupart des pays d'Europe. L'Italie en particulier avait été profondément troublée et l'Etat pontifical, sous le pape Pie IX, si libéral et si généreux d'esprit, avait connu d's heures troubles et des agitations redoutables. Si la Révolution avait eu ses excès et ses folies, la réaction eut aussi les siens. Les esprits demeuraient donc inquiets, divisés, hostiles les uns aux autres. Le mécontentement était général. Au milieu de tout ce branle-bas de passions opposées, la religion catholique était violemment attaquée par les uns, tirée à tort et à travers par les autres. On la mêlait de force aux luttes politiques, on méconnaissait son but supérieur, qui est de sauver les âmes, dans l'amour de Dieu et du prochain. Les institutions ecclésiastiques, les ordres religieux, les droits de l'Eglise subissaient des assauts redoutables et se trouvaient souvent défendus très maladroitement par les gouvernements attachés au passé. L'absolutisme semblait n'avoir, suivant un mot fameux, « rien oublié, ni rien appris ».

Ce fut dans cette atmosphère de rancœurs, de batailles d'idées, de contradictions et de passions déchaînées, que la *Civiltà* fit son apparition.

Le journalisme, déclarait, en son premier numéro, le P. Curci, qui en était l'initiateur principal, est fils de la Révolution, car s'il existait des journaux depuis le XVIIe siècle, ce ne fut qu'à partir de la Révolution française qu'on les vit pulluler. Or, le jouralisme est une force incalculable pour le mal comme pour le bien. Par lui, chaque jour, les idées les plus subversives comme les plus généreuses entrent dans les foyers les mieux clos, y provoquent des fermentations mystérieuses, y préparent des germinations utiles ou des explosions dévastatrices.

Il serait vain de faire des considérations sur ses méfaits et ses dangers. Le journalisme est devenu un fait inéluctable, avec lequel il faut vivre et compter. On ne peut lutter contre le mauvais journal que par le bon, contre le mauvais livre que par le livre porteur de vérité et de sagesse. Le venin idéologique n'a pas d'autres remèdes que la vraie doctrine du Christ, source de toute paix sociale, de tout salut éternel.

Sur ces évidences essentielles, Pie IX avait, de bonne heure, ouvert les yeux. Par un *Motu proprio*, du 20 avril 1849, il avait invité les évêques du monde entier à défendre la vérité par la presse. A la suite de cet appel, il s'était produit dans la hiérarchie et chez les catholiques un mouvement de grande ferveur éditrice.

La *Civiltà* s'inscrivit dans ce renouveau de l'apologétique chrétienne, voulu par Pie IX. L'idée d'une création de ce genre était née au cœur de quelques jeunes jésuites, expulsés de leurs patries et de leurs maisons par les révolutions anticléricales. Parmi eux, se trouvaient surtout les PP. Vasco et Curci.

Le premier rêvait d'un grand journal quotidien, international, qui serait non seulement un journal au sens propre du mot, c'est-à-dire l'écho quotidien des événements, mais un organe de doctrine, où seraient exposés et discutés tous les grands problèmes relatifs à la civilisation contemporaine.

Le second avait un plan plus restreint : il songeait à une publication bi-mensuelle, s'adressant à une élite cultivée, et destinée à promouvoir les saines idées sociales et politiques à combattre les erreurs du moment.

Les mêmes pensées s'étaient emparées d'un autre jésuite, qui allait faire partie de la première équipe de la *Civiltà* et qui, bien que fort connu, mériterait de l'être bien davantage : le P. Taparelli. Luigi Taparelli d'Azeglio, l'un des plus profonds philosophes du droit naturel qui aient existé, était né à Turin, en 1793. Il fut quinze ans professeur de philosophie à Palerme. Son œuvre principale, qui a été traduite en français et en beaucoup d'autres langues, était son *Essai théorique sur le Droit naturel*, publié à Palerme en 1840. Il était le frère de l'illustre Massimo d'Azeglio (1798-1866), l'un des chefs les plus brillants du *Risorgimento* italien. Venu, en 1847, à Rome, pour une Congrégation triennale des procureurs jésuites, le P. Taparelli y avait eu de longs entretiens avec son frère et des hommes de son entourage : Minghetti, Silvani, Pantaleoni. Ensemble,

ils cherchaient un accord entre le libéralisme modéré, qui était la position de Massimo et de ses amis, et la doctrine catholique. Dans une lettre à son autre frère Roberto, en date du 3 décembre 1847, Massimo lui parlait de ces entretiens et du projet proposé par lui aux jésuites de publier une Revue aux idées ouvertes et loyales, en accord avec le libéralisme de Pie IX. Le P. Taparelli n'y avait fait aucune objection. Mais la Révolution de 1848 avait anéanti non seulement ce projet resté dans le vague, mais encore les plans plus concrets du R. P. Roothan, alors général de la Compagnie, au sujet d'une publication analogue aux fameux *Mémoires de Trévoux*, édités à Paris, par les jésuites au XVIII^e^ siècle.

L'idée cependant était née. Il restait qu'elle rencontrât l'homme ayant assez de dynamisme, te ténacité, de talent, pour la faire aboutir. Cet homme devait être le P. Curci. Il avait été jeté par les événements sur les chemins de l'Europe. Revenu à Rome, il exposa au P. Cambi, vicaire du P. Roothan, les raisons pour et contre cette nouvelle forme d'apostolat, qu'était la création d'une Revue. Le P. Cambi se montra réservé : cette forme d'apostolat, disait-il, était nouvelle dans la Compagnie ; elle supposait une prise de position dans un domaine étranger à la vocation religieuse, le domaine politique. Ne voulant cependant pas s'opposer à une évolution peut-être nécessaire, il conseilla au P. Curci de s'adresser au triumvirat de cardinaux, qui, en l'absence du pape, chassé de ses Etats et résidant encore à Portici, près de Naples, gouvernaient l'Etat pontifical. Les cardinaux se montrèrent non moins réticents. Le P. Curci, toujours plein de son idée, repartit pour Naples.

Le 9 décembre 1849, il obtenait une audience du pape, à Portici. Mais il n'osa pas s'ouvrir de ses projets, avant d'en avoir entretenu son général, le P. Roothan. Il ne put cependant s'empêcher d'en lâcher quelques mots au cardinal secrétaire d'Etat, Antonelli. Celui-ci embrassa l'idée du P. Curci, en parla à Pie IX, qui, avec sa générosité ordinaire, prit feu pour le projet. Cela entrait si bien dans la ligne du *Motu proprio* d'avril précédent ! Le P. Curci fut appelé peu après à Portici. Pie IX lui parla de la future Revue comme si c'était l'une de ses pensées à lui et demanda formellement au P. Curci s'il se sentait en mesure de lancer le périodique. On peut bien dire que la *Civiltà* était née en cette mémorable audience. Il fallait cependant attendre le retour du P. Roothan. Il arriva quelques jours plus tard. Aux propositions du pape, il opposa les mêmes objections que le P. Cambi à Rome. Il formula donc nettement ses répugnances à un dessein si nouveau dans l'histoire de la célèbre Compagnie. Durant quinze jours, on le vit hésiter. Puis il s'abandonna entièrement et généreusement aux volontés du pape. Pie IX tenait bon. C'est à lui, sans nul doute qu'il faut attribuer la réalisation qui allait suivre. Le P. Roothan, une fois entré dans les vues du Pontife, mit tout en œuvre pour le succès de l'entreprise.

Avec rapidité et largeur de vues, les décisions nécessaires furent prises. Sur les indications du P. Curci, on constitua l'équipe de rédacteurs indispensable, en faisant venir de Rome le P. Bresciani, réputé la meilleure plume de la Compagnie en Italie ; le P. Taparelli, de Palerme ; le P. Oreglia di S. Stefano, de Laval en France ; le P. Pianciani, d'Amérique. On leur adjoindra plus tard les P. Liberatore et Picirillo, résidant à Naples. Il fallut plusieurs mois pour grouper ces bons ouvriers de la première heure, mais dès février 1850, ils étaient assez nombreux, à Naples, pour se mettre au travail.

Curci, Taparelli, Liberatore, Bresciani, Oreglia, sous la présidence du P. Pellico, assistant pour l'Italie et chaud partisan de l'entreprise, discutaient, en des séances fiévreuses et passionnantes, sur le titre de la Revue, son programme, les méthodes de rédaction en commun, la publicité indispensable pour lancer le nouvel organe, sa vente et sa diffusion.

Après l'équipe, il fallait trouver les moyens financiers : le pape fit verser à la banque Rotschild de Naples la grosse somme de 1250 ducats. Il se déclarait du reste prêt à prendre tous les frais à sa charge, s'il était nécessaire, tant l'œuvre lui paraissait importante. L'année suivante, lorsque le succès eut couronné tant d'efforts, il refusa généreusement la restitution de ses avances. Le P. Curci avait tiré 600 écus de la vente de ses ouvrages. Connu comme orateur et écrivain, il avait écrit surtout contre Gioberti. Le P. Roothan obtint d'autre part un prêt de 750 écus à titre de couverture. Mais ils ne furent pas dépensés et furent rendus l'année suivante.

L'un des atouts principaux du succès, ce fut cette sorte d'omniprésence de la Compagnie dans tous les centres importants d'Italie et de l'étranger. Cela permettait de créer des gérances destinées à faire la publicité nécessaire et à organiser la vente. On convoqua à Naples un certain nombre de Pères pour mettre au point les procédés à employer pour le lancement de la Revue, l'inscription des abonnements, la distribution à bas prix des numéros, la comptabilité.

Pendant ce temps, les rédacteurs s'étaient partagé le travail. On avait organisé une imprimerie au Cortile di San-Sebastiano, près du Gesù Nuovo, à Naples. Immédiatement, on y tira 120.000 prospectus et 4.000 placards de publicité, que les gérants purent remporter avec eux.

On voit avec quel sens pratique et quelle largeur de vues, tout cela était mis en marche. Le P. Curci, qui avait séjourné en France, en avait rapporté, sous ce rapport, une expérience qui se montra fructueuse. En France, en effet, le journalisme était déjà puissamment organisé. Pour tout le côté matériel, les initiateurs eurent le fervent et décisif appui du P. Betti, procureur de la Compagnie.

En mars 1850, tout est prêt. Le 6 avril donc, le premier numéro sort. On devine l'anxiété du P. Curci et de ses collaborateurs. Qu'allait-il arriver ? Ce fut le succès rapide, éclatant, inespéré. Le 20 mars, on avait déjà 3.000 abonnés. Il en venait tous les jours. On tira à 4.200. Le premier fascicule fut enlevé si promptement qu'il fallut le réimprimer sept fois de suite. On tira le second numéro à 6.000. Ce fut encore insuffisant. De trimestre en trimestre, le nombre des abonnés augmentait, sans parler des acheteurs au numéro : 1^er^ trimestre, 6.307 ; second, 6.873 ; troisième, 7.433. On porta le tirage à 8.400. Le P. Curci pouvait écrire au P. Betti, le 16 mai : « C'est un des cas rares où la trop abondante bénédiction de Dieu nous met dans l'embarras ! » La suite ne démentit pas ces beaux débuts. En 1851 on eut 8.164 abonnés et 9.266 en 1852. On résolut alors de

faire un nouvel effort de publicité. De nouveau, 160.000 exemplaires du programme furent lancés, ce qui fit bondir le nombre des abonnés à 11.807, à la fin de 1853, si bien que le tirage fut porté à 13.000.

La *Croix* du 28 avril nous informe que le tirage actuel est de 16.000.

II

Mais ce qui nous intéresse particulièrement, c'est l'organisation intérieure, la méthode de travail au sein de la nouvelle Revue.

Dès les premiers jours, les rédacteurs constituèrent une communauté religieuse, avec un supérieur propre. C'est ce qui résulte d'une lettre du P. Roothan, du 28 mai 1850. Par cette lettre, le P. Bresciani était nommé supérieur. Le général lui expliquait que tous les Pères seraient solidaires dans la responsabilité de la Revue. Il prescrivait, à cet effet, qu'il se tînt, chaque semaine, un Conseil de rédaction, avec procès-verbal des délibérations et registre *ad hoc*. Il recommandait, pour finir, « de tenir fermement la main à ce que *rien* ne soit imprimé, sans la révision en Conseil et que jamais aucune considération privée, aucune hâte ne fissent manquer à cette règle. »

Il y avait de la sorte une intimité de coopération entre les rédacteurs, qui assurait à la Revue l'unité de doctrine et de tendances.

Cette cohésion fut certainement l'un des principaux facteurs du succès. Mais il faut dire aussi que l'équipe initiale avait été choisie de la façon la plus heureuse. Un Curci se montra polémiste alerte et vivant avec un tempéramment de journaliste - né, ayant le sens de l'à-propos et de l'actualité. Plus pacifique et plus profond était Taparelli, d'un style plus pesant, mais d'une logique inflexible, d'une argumentation impeccable. Tout ce qui sortait de sa plume formait un bloc d'acier ne laissant aucune prise à l'adversaire.

Le P. Liberatore, presque l'égal de Taparelli, pour la vigueur philosophique, avait sur lui l'avantage d'une prose limpide et agréable, d'une clarté de cristal.

Enfin, le P. Bresciani, quatrième colonne de l'édifice, s'était réservé la partie agréable. Il donnait des Nouvelles, en un style presque trop coloré et trop fleuri, selon notre goût actuel, mais qui plaisait beaucoup alors, et il savait faire voir, à travers ses constructions imaginatives, les effets pratiques désastreux de la Révolution.

Auprès de ces maîtres, le P. Fantoni fournissait un travail moins brillant, mais non moins utile, en rédigeant des chroniques d'histoire contemporaine dont la tradition se poursuit dans la *Civiltà*, et qui en font l'une des sources les plus utiles de l'histoire de l'évolution du *Risorgimento*.

III

Et quelles furent les grandes batailles livrées, au cours de ce siècle écoulé par la vaillante Revue ?

Sans entrer dans le détail, nous en ferons ici la brève énumération : Ce fut avant tout et d'une façon constante : *la lutte contre le faux-libéralisme*, par une déclaration claire de neutralité envers tous les régimes, à la seule condition, qu'ils eussent le respect de l'autorité, du droit, de la religion, c'est-à-dire, comme nous disons aujourd'hui, de la *dignité humaine*. Mais la neutralité n'est pas une position à elle seule. Un Taparelli savait se montrer constructif. Il formulait les règles légitimes d'un gouvernement juste. Il faisait la critique aiguë et concluante des faux principes politiques contemporains, qui reposent sur cette conception : *c'est la majorité qui fait le droit*, comme si *le droit* était chose purement humaine et comme s'il pouvait et devait varier, au gré des changeantes « majorités » ! Les études de Taparelli furent réunies en deux volumes intitulés *Examen critique des Ordres représentatifs dans la société moderne*. Naturellement, il fut traité de réactionnaire, vendu à l'absolutisme bourbonien, ennemi de la liberté du peuple et du progrès ! Nous connaissons ce genre de reproches et cette bordée d'injures : nous savons aussi à quoi le prétendu Progrès a conduit l'humanité !

Par contre, le pape Pie XI, félicitant les Pères de la Revue, le 31 juillet 1924, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de sa fondation, leur faisait gloire de ce que « dès les débuts du périodique, ils s'étaient appliqués au devoir sacré et immuable de la défense des droits du Siège apostolique et de la foi catholique, et de la lutte contre le venin de la doctrine que le libéralisme avait inoculé dans les veines mêmes des Etats et de la société, en déterminant ainsi cette séparation de l'Eglise et de l'Etat, que l'on déplore aujourd'hui et qui a apporté de si graves dommages aux peuples. »

Dans le domaine social, l'effort se porta naturellement contre les doctrines matérialistes du socialisme contemporain, qui ne veut rien voir dans l'homme, en dehors du corps ; rien dans le bonheur, en dehors du bien-être ; rien dans l'univers en dehors des forces aveugles de l'évolution matérielle.

Nous venons de dire que l'un des reproches les plus ordinaires faits à la Revue était celui d'être au service de l'absolutisme. En réalité, tandis que le Piémont et la Toscane formulaient cette critique, le gouvernement des Bourbons à Naples accusait la *Civiltà* de... libéralisme, et l'obligeait, dès octobre 1850, à émigrer à Rome. Résolus à promouvoir la prudente et large doctrine de l'Eglise, qui s'accommode de tous les régimes, les Pères de la Revue ne plaisaient donc ni aux uns ni aux autres. Les monarchistes les trouvaient républicains, et les républicains les accusaient de monarchisme ! En réalité, ni d'un côté ni de l'autre, l'on ne savait respecter la véritable liberté. Et de nos jours, l'absolutisme monarchique, si violemment honni jadis, a pris une forme nouvelle dans le totalitarisme marxiste, qui remet tous les pouvoirs à un seul, encore bien plus jalousement que ne l'a jamais fait l'absolutisme des rois !

L'un des mérites de la Revue fut, dans le domaine philosophique, la coopération à la renaissance de la philosophie thomiste. Dans la lettre citée ci-dessus de Pie XI, ce trait a été mis en évidence :

« En outre, écrivait le pape, intimement persuadés de la valeur de la doctrine de Thomas d'Aquin, pour réfuter les erreurs nouvelles et confirmer la vérité, bien que déjà, par une loi générale, la Compagnie en eût prescrit à tous ses fils l'observation, ils (les Pères de la Revue) s'en sont proposé, comme un devoir, la profession ouverte, la diffusion très large et la plus ardente défense. »

Cette restauration thomiste fut notamment l'œuvre du R. P. Roothan. Le P. Taparelli le constatait, dans une importante lettre de février 1861 :

« Le R. P. Roothan, disait-il, a étudié cette matière dès l'époque où il était recteur à Turin. Venu ensuite à Rome, comme Vice-Provincial, il s'est toujours montré persuadé de la nécessité de revenir aux doctrines anciennes... C'est lui, lorsque nous sommes arrivés de Naples, qui m'a suggéré d'inaugurer à la *Civiltà* les études philosophiques. Et comme je lui faisais observer qu'il pouvait surgir des dissentiments et lui rappelais les difficultés que j'avais déjà rencontrées, il me dit : « N'ayez pas peur, les temps sont bien changés ! »

La Revue se lança donc délibérément dans le renouveau thomiste et en fut l'un des organes les plus efficaces.

Lorsqu'elle commença, le Saint-Siège venait de condamner l'ouvrage de Rosmini, *Les Cinq Plaies de l'Eglise*. L'auteur s'était soumis sans retard et de la façon la plus noble. Le P. Taparelli se fit un honneur de glorifier cette soumission en écrivant que « la condamnation des *Cinq Plaies* avait donné à l'un des plus illustres philosophes d'Italie, l'occasion d'associer son propre nom à la gloire de Fénelon, d'autant supérieure à la renommée philosophique que l'humilité chrétienne l'est à la science et le ciel à la terre. »

Vers la fin de 1850, parut sans nom d'auteur, un ouvrage du P. Antonio Ballerini, intitulé : *Principes de l'école rosminienne exposés par un prêtre bolognais*. Le livre avait la forme d'une lettre et constituait une réfutation des doctrines de Rosmini, mais sous la forme la plus âpre, la plus mordante. Le P. Roothan en fut profondément choqué. Il n'avait pas été mis au courant de la publication et il intervint sans retard, pour prescrire son retrait de la circulation et interdire le lancement du troisième volume, bien qu'il fût très avancé. La *Civiltà* eut à rendre compte de l'ouvrage de Ballerini .La recension fut lue au Conseil de rédaction du 6 décembre 1850, mais avant de la publier, on voulut en faire part au général et au pape lui-même. L'on n'y ménageait pas les blâmes à l'auteur pour sa dureté et son âpreté. Tout cela prouve qu'à la Revue on ne nourrissait, envers le condamné du Saint - Office qu'une sympathie désireuse d'atténuer ses infortunes. Et Pie IX approuvait cette attitude en imposant silence aux deux partis. Cela n'empêchait pas les rédacteurs de la *Civiltà*, en dépit de l'admiration qu'ils éprouvaient pour Rosmini, de condamner nettement son ontologisme.

La Revue eut encore un rôle considérable à jouer dans la préparation et dans les travaux du concile du Vatican. Les adversaires de l'infaillibilité, un Dupanloup, un Dœllinger, rompirent des lances contre la *Civiltà*, le premier dans le journal *Le Français*, le second dans l'*Allgemeine Zeitung*. On accusait la Revue et les jésuites en général de vouloir dicter au concile ses décisions. Mais la *Civiltà* maintint ses positions de manière imperturbable, en répondant avec calme à toutes les attaques et à toutes les objections. L'un de ses articles se terminait par cette fière déclaration :

— « Catholiques avec le pape, aujourd'hui et toujours, nous avons eu jusqu'ici l'honneur des premiers assauts. Mais, alors qu'ils semblaient dirigés contre nous, ils visaient, la plupart du temps, au-dessus de nous, parce qu'ils étaient dirigés contre la doctrine catholique. Ce fut toujours notre consolation et notre récompense et nous espérons bien que nos modestes efforts continueront à nous les mériter à l'avenir. »

La bataille en fait ne se termina qu'avec la suspension du Concile.

Enfin, dans le domaine politique, la *Civiltà* eut à traiter, durant de longues années la grave question romaine, née de l'occupation de Rome par le Piémont et de l'attitude de protestation du Saint-Siège, jusqu'aux accords du Latran, en 1929.

Ce trop rapide aperçu montre l'activité bienfaisante de la Revue, au cours des quatre-vingt-dix-neuf ans déjà écoulés. Il nous est bien agréable de souhaiter à la vénérable centenaire de longues années encore de bon combat et de succès analogues à ceux du passé.

IV

L'organe dont nous venons de parler pourrait être pris comme exemple et modèle de la propagande catholique ; on y trouve toujours un ton mesuré, digne, respectueux, même lorsqu'il est sévère. On y fait profession de ne s'adresser qu'à la raison et à la foi, de n'y employer que des arguments authentiques, solides. Naturellement comme dans toutes les choses humaines, il y a ou peut y avoir des imperfections, des bavures, des inexactitudes même. Mais jamais rien de voulu, rien qui ressemble à une ombre de propagande par le mensonge, rien qui réponde au principe si souvent reproché aux jésuites et si souvent mis en œuvre par leurs adversaires : La fin justifie les moyens.

En regard de cette manière d'agir, loi sacrée du véritable apostolat dont toute la force et le prix sont dans la *vérité*, il est curieux d'analyser les procédés de la grande erreur du jour : *le matérialisme marxiste*. Nous le prenons dans son expression la plus complète : le communisme soviétique.

Justement, dans son numéro d'avril 1949, la *Revue de Paris* nous donne un article intitulé : *Moscou à la Radio*. En tête du titre même, on lit en gros caractères : *Au-delà du mensonge et de la vérité*.

Et au-dessous, cette annonce :

« L'article qu'on va lire a été écrit par un anarchiste qui connaît la Russie et, depuis plusieurs années, se consacre professionnellement à l'écoute des radios de Moscou. Les conclusions auxquelles il est personnellement arrivé et dont on va lire l'exposé sont essentiellement liées à la connaissance qu'il a acquise de l'esprit russe, Pour être pleinement comprises, peut-être exigent-elles du lecteur que, rompant avec ses habitudes de pensée, il se place dans une sorte de perspective dostoïevskienne. »

L'article ainsi introduit est signé Armand Robin.

L'auteur exprime avant tout sa profonde sympathie pour le prolétariat russe. « Le martyre de cette masse malheureuse, dit-il, ne peut manquer de bouleverser sa vie durant l'homme qui, comme moi, a pu en être témoin. »

La première chose dont il faut bien se pénétrer c'est qu'en Russie, il y a 99 % des auditions qui ne sont que collectives. Il est très rare qu'un Russe dispose d'un poste individuel. L'auditeur russe ne peut donc choisir son programme. Il est contraint d'entendre les auditions légales, les auditions obligatoires, celles de son gouvernement et de son pays. Et quand nous disons : auditions *obligatoires*, il faut prendre ce terme dans toute sa rigueur. Le Russe

ne peut se dispenser d'écouter ou d'avoir l'air d'écouter la radio officielle. Dans les usines en particulier les auditions sont organisées comme une occupation faisant partie du programme de la journée ouvrière. « *L'oreille n'a pas le droit de faire de l'absentéisme* ». — (Ce n'est pas moi qui souligne). — Depuis ces dernières années, l'obligation d'assister aux séances d'écoute est devenue beaucoup plus stricte. Il faut en dire autant de la lecture en commun de la *Pravda*, journal officiel du Parti et des commentaires officiels.

Il semble cependant, si l'on en juge par les récriminations lancées récemment par les organes soviétiques contre les pays « capitalistes » et leurs radios en langue russe, que le gouvernement russe ait pu constater une certaine pénétration des populations derrière le rideau de fer par ces radios étrangères. Mais l'auteur de l'article pense qu'il s'agit des satellites de la Russie, moins bien préservés que la Russie elle-même contre une telle pénétration.

Que dit donc la radio officielle aux Russes *obligés* de l'entendre ? La notion d'information est tellement étrangère à cette radio officielle qu'il en devient inexact de dire qu'elle ment ! Car son but n'est pas d'informer, d'enseigner la vérité, mais de pétrir les esprits, de les imbiber, de les gonfler à bloc dans un sens donné. Il s'agit de substituer au réel ce que la doctrine du Parti considère comme supérieur à ce réel : à savoir le « sens de l'histoire », ce que l'on veut qu'il soit, ce que le communisme a pour dessein et pour mission de réaliser dans le monde. Les dirigeants russes sont amenés à regarder la vérité comme éminemment « réactionnaire ». Ils mettent donc un véritable acharnement à construire un monde purement mythique pour remplacer le réel et c'est ce monde mythique qui est exposé, révélé, annoncé au peuple russe.

Exemple : en 1945 et 1946, la récolte en Ukraine fut exceptionnellement mauvaise. Un bilan officiel publié longtemps après à Moscou dut le reconnaître. A partir d'octobre 1946, la radio russe fit déferler durant quinze mois une série de messages pour obtenir des kolkhosiens un effort intense, dans le but d'obtenir en 1947 de belles récoltes. Or, auparavant, c'est-à-dire au moment où la famine battait son plein en Ukraine, la radio de Kiev ne cessa de donner des nouvelles de rentrées exceptionnelles de moissons qui n'avaient jamais existé !

Autre exemple : la radio de Moscou célèbre quotidiennement et dans toutes les langues : russe, anglais, espagnol, allemand, portugais, etc. « le bonheur de vivre que connaissent les républiques baltes », ou encore « l'étonnante liberté dont jouissent les écrivains, musiciens et artistes de l'Union soviétique ». On oppose à cet félicité paradisiaque, « l'atroce misère, l'esclavage, etc. » qui sont le lot des malheureux citoyens des U.S.A.

Tout le monde sait que cela est le contraire de la vérité. Mais on professe en U.R.S.S. que ce n'est pas « la vérité qui libère l'homme », mais l'illusion. On est ce que l'on croit être ! Si l'on arrive à se remplir de cette pensée qu'on est le premier peuple du monde, le plus heureux, le plus libre, on l'est effectivement. Bref, on agit comme si la réalité ne devait pas exister, comme s'il appartenait à la volonté du Parti de la modeler à sa guise, de la diriger comme il l'entend et de proclamer ensuite triomphalement que le Parti va dans le sens de l'Histoire.

Mais, dira-t-on : Le Russe moyen est-il dupe du système étrange auquel il est soumis de gré ou de force ? Réponse :

— « Lors de notre séjour en Russie, nous avons pu constater qu'extrêmement rares sont les ouvriers russes qui accordent quelque créance aux descriptions terribles qu'on leur fait du sort de leurs camarades à l'étranger. »

Il y a d'abord ceux qui fabriquent des hymnes à la liberté russe. Ils n'y croient pas, eux, ils savent bien quelle est la vérité. Il est étrange, comme le fait remarquer notre article, que « les mythes propagés par les radios russes ne trouvent créance que dans une certaine partie de l'humanité non russe. » Bien plus, alors qu'un menteur dit son mensonge, dans l'espoir d'être cru, il semble que certains propos diffusés par les radios russes sont choisis « *très exactement dans la mesure où l'on sait qu'ils ne seront pas crus.* »

Pour décrire la situation des ouvriers hors de Russie, il suffit de prendre ce que l'on a sous les yeux en Russie. La description est calquée sur le réel, mais elle est projetée hors de Russie. On fait parler à la radio russe, des Arméniens, des Russes, des Biélo-russes, qui décrivent en traits sombres la vie qu'ils ont menée au Canada, aux Etats-Unis, mais il suffit pour cela de leur faire décrire la vie qu'ils mènent depuis leur retour en Russie, pour donner à leurs récits un voile d'horreur. Les auditeurs russes savent que les descriptions qu'on leur fait ne conviennent bien qu'à leur propre situation. Ils ont l'impression, alors qu'on les proclame bienheureux et qu'on rejette le malheur chez les voisins, d'être littéralement rejetés hors de la réalité et comme « aliénés » !

Il en est de ces descriptions de la radio, comme du tableau des accusations que l'on a accumulées contre le cardinal Mindszenty ou contre les pasteurs bulgares, ou même contre les anciens trotzkystes. Nous disons : ce sont là d'abominables mensonges. Mais notre auteur prétend qu'elles ont été choisies, ces accusations, par les bourreaux eux-mêmes, parce qu'elles étaient invraisemblables et par conséquent irréfutables : on n'a en effet pas de prise sur l'irréel. Jésus-Christ a été accusé d'empêcher de payer les impôts, quelques jours après avoir proclamé publiquement : Rendez à César ce qui est à César ! De même, les victimes du système communiste sont condamnées pour des crimes dont elles sont évidemment innocentes. Cela fait partie du programme. Il ne s'agit ni de vérité ni de mensonge, mais d'une opération métaphysique.

« Une entreprise géante, qui a pour essence la volonté de choisir systématiquement des propos dans la mesure exacte où on est sûr qu'ils ne seront pas crus, dissout radicalement la faculté de compréhension du réel en faisant paraître celle-ci moquable et inutile à l'infini. Quelqu'imagination qu'on puisse déployer, il est difficile de faire sentir aux hommes que leur conscience n'a plus aucune raison d'être, qu'elle n'est plus qu'un vestige grotesque. Il s'agit d'une liquidation de l'entendement humain. Une telle entreprise, bien qu'elle soit tentée avec cette suprême habileté, pour la première fois, dans l'histoire de l'humanité, porte cependant un nom depuis des siècles et des siècles : c'est l'assaut de Lucifer contre l'homme. »

Comme on le voit, le matérialisme poussé à cette extrémité se réfute de lui-même et se résout dans une suprême contradiction, car il s'agit pour l'es-

prit de nier ce qui est, de forcer la matière à prendre une autre direction, de lui infliger démenti sur démenti et de forger un autre monde, au moyen de l'esprit même !

Tout ainsi est radicalement faussé, travesti, dans les émissions russes. On y fait une débauche de statistiques, de bilans, de chiffres sensationnels, mais c'est alors surtout qu'il est permis et même nécessaire de dire : faux comme une statistique. Au surplus, on se borne le plus souvent à donner des chiffres *relatifs* et non *absolus*. On dira par exemple : tel kolkhoze a produit le double ou le triple que l'an dernier. Mais on ne dit pas *combien*. Il est facile de doubler et de tripler, quand le point de référence est voisin de zéro.

Enfin, en dehors des chiffres éblouissants et illusoires dont on accable les oreilles obligées à entendre toute cette propagande, il y a les louanges aux dirigeants, les « messages » à Staline, les « rapports », d'un genre tout particulier, car ils sont calqués sur les litanies. Les expressions rituelles sont diffusées chaque jour et des millions de lèvres doivent les répéter. Les radios russes ressemblent, sous ce rapport, aux « moulins à prière » du Thibet. « C'est un déchaînement scientifiquement calculé de forces mentales obsessionnelles. »

Seulement, à y regarder de près, cet acharnement dans la répétition est un aveu d'impuissance : on sent donc que les auditeurs silencieux, muets par force, opposent aux propagandes réitérées un refus profond, obstiné, invincible, puisqu'il faut sans cesse leur « seriner », leur redire la leçon qui n'entre pas dans leurs cerveaux ! Le rideau de fer est un aveu d'impuissance. C'est la proclamation d'une faillite. On a peur de la liberté de penser, de parler, de voyager, de se renseigner : on a peur ! La radio qui ressasse, est une variété du « rideau de fer », elle tend au même but, elle révèle la même impuissance, elle est le témoignage de la même peur : la peur de la vérité. Conclusion de notre article :

« La radio russe nous révèle la séparation entre une humanité qui ne veut rien entendre et des maîtres qui, possédés par leur propre furie, essaient désespérément de se faire écouter. »

V

La *Revue... des deux mondes* d'avril 1949 a publié des *Carnets* inédits de Gabriel Hanotaux. Dans ces carnets, le grand historien a consigné ce qui lui arrivait ou ce qu'il voyait au jour le jour, depuis 1892. On nous en donne seulement des Extraits, les plus significatifs et instructifs.

Le premier est relatif à la mort de Jules Ferry, le 18 mars 1893. Mort bien triste, au point de vue chrétien, car l'on n'y trouve aucune préoccupation religieuse, aucune préparation au formidable rendez-vous avec le grand Juge ! Charles Ferry raconte à Hanotaux la mort de son frère, Jules, pris d'oppression, le faisant venir. Il s'écrie : « Charles, Charles, j'étouffe ; il faut m'enlever cela, il faut me tirer de là. » On appelle les médecins. Ils arrivent vers quatre heures du matin. Mais que peuvent-ils faire ? Piquer à la morphine. Cela jette le malade dans une sorte de coma. Vers neuf heures, il se réveille, se sent beaucoup mieux. Déjà, il parle de son rétablissement, il se demande s'il pourra continuer à présider le Sénat. Mais la crise le reprend vers quatre heures de l'après-midi. On va chercher le docteur Potain. Quand il arrive, vers six heures et demie, Jules Ferry était mort ! Le lendemain, les journaux célèbrent l'homme d'Etat qui vient de quitter ce monde. On sait de quelle façon presque ignominieuse il avait été chassé du pouvoir par Clemenceau, à la suite du « désastre » de Lang-Son. Sur le tard, son élection à la présidence du Sénat avait été considérée comme une revanche, une sorte de réhabilitation. Selon Hanotaux, Jules Ferry « était une âme très tendre et très simple ». Sa qualité maîtresse était la ténacité. Quand il avait pris un parti, il s'y tenait invinciblement. Il avait aussi une grande chaleur d'âme. Son talent, « plutôt un peu rocailleux, s'était purifié avec l'âge ». Il avait reçu d'un fou une balle, qui sans pénétrer dans les chairs avait fait « le coup de poing et affaissé la cage thoracique ». Depuis lors, le cœur ne fonctionnait plus à l'aise. Mais sa robuste constitution lui avait permis de mettre cinq ans à mourir !

Le second extrait est relatif à la chute de Ribot, en avril 1893, à la suite du scandale de Panama. On y trouve un curieux exemple de ce qu'on pourrait appeler « la justice immanente ». Bien que nombre de nos hommes d'Etat se refusent à penser qu'il y a Quelqu'un qui dirige de haut les événements, il leur arrive, par une inconséquence bien humaine, d'admettre une « vengeance de la destinée ». Voici par exemple les réflexions de Ribot, devant Hanotaux, au sujet de sa chute :

— « Ce sont mes amis qui me tuent, dit-il ; au milieu de tout cela, je n'ai qu'un regret, c'est de les avoir suivis un jour et d'avoir fait, poussé par eux, une chose que je n'aurais jamais dû faire, une chose que je regrette, une chose dont je suis puni aujourd'hui, c'est d'avoir pris la parole et d'avoir déposé contre Ferry, le samedi qui précéda la nouvelle de Lang-Son, l'ordre du jour qui prépara sa chute. J'ai eu tort, j'y ai été poussé. Je fus un instrument entre leurs mains. « L'ordre du jour fut dicté par Léon Say (qui d'ailleurs le lut au Sénat) et écrit de la main de Mézières qui, quelques jours après, le désavoua. »

On saisit bien là le caractère artificiel, superficiel, de ce qu'on nomme la grande politique : qu'il y entre d'intrigues, de jalousies, de calculs d'amour-propre, de bassesses !

Le morceau qui suit est difficile à résumer, car il raconte les raisons subtiles et complexes pour lesquelles Gabriel Hanotaux, directeur des affaires coloniales au ministère des Affaires étrangères, devint, dans le ministère Dupuy, ministre des Affaires étrangères, au moment même où il songeait à quitter sa situation pour se consacrer uniquement aux études historiques. Mais il fallait trouver un homme compétent, probe, non compromis dans les scandales d'alors, c'était l'oiseau rare ! Ce fut le président Carnot qui obtint son assentiment. Nous retiendrons surtout ici le portrait de son chef de file : Charles Dupuy. Nous avons là le type de l'homme politique de la troisième République, adroit, madré, bon manœuvrier parlementaire, sans scrupules ni vues grandioses !

« Gros provincial, écrit Hanotaux, fils d'huissier de préfecture, informe et sans forme n'ayant d'instruction que celle qui se ramasse sur les bancs du collège, épais, lourdaud, ambitieux, vaniteux, il avait, avec tout cela, des qualités rares de gouvernant, sinon d'homme d'Etat, du flair, de la rondeur, de la bonhomie, un savoir-faire d'Au-

vergnat, une astuce joviale, parfois jobarde, si on peut associer tous ces mots, par dessus tout de la décision, du coup d'œil et du courage ; tapant fort et marchant vigoureusement devant lui, avec une sorte de force aveugle, conforme d'ailleurs à sa nature d'hippopotame ; une foi étrange dans la fortune qui, de si bas, l'avait conduit si haut, sans qu'il eût pour ainsi dire autre chose à faire que de se laisser vivre et de s'abandonner à son heureux tempérament. »

Voilà certes un portrait piquant et qui a tout l'air d'être pris sur le vif !

Poincaré, qui faisait ses débuts, était par contre un autre homme et Hanotaux ne s'y est pas trompé :

« Près de lui (Dupuy), écrit Hanotaux, le plus intéressant de mes collègues était son jeune ami Poincaré, déjà ministre pour la seconde fois et qui détenait l'important portefeuille des Finances. Je l'avais vu arriver, sept ou huit ans auparavant, frais émoulu du collège, à la Chambre des Députés et j'avais pronostiqué son brillant avenir. Je m'étais attaché à lui tant pour les qualités rares et vraiment supérieures de son esprit que pour la probité de son caractère et le charme mesuré de sa relation. Très instruit des choses de droit et de la politique, esprit merveilleusement ouvert, merveilleusement prompt et d'une justesse rare, la jeunesse ne se manifestant guère en lui que par une certaine acuité nerveuse toujours alerte et souvent en alarme et par l'inquiétude d'une ambition que la prudence lorraine rendait parfois méfiante et jalouse. Eloquence alerte et vive, aptitudes financières remarquables, courage personnel et courage politique, tout en lui faisait pressentir le parlementaire extrêmement distingué et l'homme d'Etat qu'il sera probablement un jour... »

Voilà un bel éloge et une prophétie que les années ne devaient pas démentir. Mais qu'il est étrange de voir ainsi, sur le même pied et aux mêmes fonctions tantôt un vulgaire Dupuy, tantôt un Raymond Poincaré, homme qui à toute époque eût pu être un grand commis et un grand serviteur de l'Etat !

Faut-il comparer la démocratie à un « pot-pourri» ? Mais les autres régimes n'ont-ils pas des « os avec la viande », comme disait un jour saint Ignace de Loyola ?

VI

Dans le même numéro de la même Revue, nous trouvons sous la signature de Bernard Franck un aperçu d'ensemble de *La Bataille du Pacifique de Pearl-Harbour à Bikini.* On appelle bataille du Pacifique l'ensemble des combats qui se livrèrent de décembre 1941 à août 1945, soit pendant quarante-quatre mois, pour la défense et la reconquête de ses divers archipels.

On sait, en gros, de quoi il s'agit. Le Japon, après le « coup de Jarnac » de Pearl-Harbour, s'était assuré d'immenses avantages, était parti à la conquête de l'Asie et par là peut-être du monde, s'était emparé des Philippines, de Singapour, des îles de la Sonde, et semblait ne plus connaître d'adversaires capables de l'arrêter dans sa marche triomphale. Mais contrairement à ses prévisions, à ses calculs, à ses ambitions, il s'était aperçu bientôt que la rupture des lois communes au sujet de la Guerre ne paie pas, qu'il y a une limite à la fortune des armes, et qu'il se produit en histoire de terribles revirements. La gloire de ce retour des choses doit être attribuée, non pas exclusivement mais principalement à la vigueur, à la résolution, au courage des citoyens de la libre Amérique, à l'intelligence de ses chefs, à la puissance de son industrie et de son potentiel économique, à la fertilité de ses inventeurs, venus de tous les points du globe, à l'esprit élevé, tenace, prestigieux du président Roosevelt.

Mais si tout le monde sait cela, la plupart d'entre nous se rendent mal compte de l'immensité du champ de bataille, de l'étrangeté de cette lutte de près de quatre ans à la fois contre les hommes les plus entraînés, les plus fanatiques, et contre les forces de la nature, telles que les tempêtes, les forêts incultes, les déserts inabordables, les bêtes fauves et les requins, le climat dévorant, en un mot tout ce qui peut s'opposer aux efforts des soldats les plus déterminés et les plus énergiques.

Nous ne donnerons ici, à la suite de l'article analysé, que les dates principales, nous réservant d'y encadrer certains épisodes où se révélèrent les obstacles inouïs qu'il fallut vaincre pour arriver au but final : la victoire.

Première date très mémorable : 7 décembre 1941. Un véritable coup de tonnerre. La guerre n'est pas déclarée. Les Japonais arrivent sans crier gare sur la base américaine de Pearl-Harbour, dans l'archipel des Hawaï. L'escadre américaine du Pacifique s'y trouve rassemblée et sans défiance. Il y a en outre environ 200 avions, sur les terrains d'envol. L'ouragan de feu tombe sur tout cela. Sur huit cuirassés à l'ancre, deux sont détruits, trois sérieusement endommagés, dix-neuf autres navires atteints. Parmi les avions, il n'en resta que cinquante en état de prendre l'air, après la catastrophe. On comptait 2.117 tués et 960 disparus. Les îles de Wake et de Guam étaient occupées Seule, Midway, défendue par Henderson, repoussait l'ennemi.

Les Etats-Unis, qui n'étaient jusque-là engagés dans la guerre qu'en Europe et encore de façon tout indirecte, par des fournitures et des secours aux alliés en bien mauvaise posture, se trouvaient ainsi jetés du jour au lendemain, dans une guerre sans merci, une guerre pour l'existence. Une sombre résolution s'empara de la nation tout entière. Sous la direction vigilante et éclairée de Franklin Roosevelt on se mit au travail avec une force, une constance, une volonté qui ne connurent plus d'éclipse et qui méritent d'être retenues à titre d'exemple, par les agresseurs éventuels de l'avenir.

L'heure cependant était singulièrement grave. L'armée allemande avait conquis une grande partie de la Russie d'Europe, les corps blindés de Rommel s'avançaient à moins de 500 kilomètres du Nil.

Un premier problème se posa tout de suite avec acuité, pour les Américains : fallait-il se jeter à l'est ou à l'ouest, aider les alliés à vaincre les Allemands ou se mettre tout de suite à combattre uniquement le Japon ? Ce fut le mérite de Roosevelt de résoudre ce problème, non en fonction de l'instinct national laissé à lui-même, mais en homme d'Etat qui voit large et juste et qui court au plus pressé. Or, le plus pressé, c'était alors d'arrêter l'Allemagne. Sur les rives du Pacifique, on possédait deux facteurs : *l'espace* et *le temps.* L'espace permettait les reculs prolongés, sans que rien de vital ne fût compromis, et le temps travaillait pour l'Amérique, en raison de son potentiel économique supérieur. A la longue, les Japonais, en possession de l'espace, seraient vaincus par les Américains, favorisés par le temps.

Roosevelt fit donc prévaloir son idée stratégique essentielle : défensive à l'ouest, aide intensive aux

Alliés à l'est. Et le plus remarquable, c'est que toute la nation comprit, s'inclina, obéit, s'engagea à fond dans le plan de son chef. On peut bien dire que rarement les Etats-Unis ont mieux vérifié leur nom : ils furent unis dans la lutte d'une façon telle que nul autre peuple ne pourra leur ravir cette gloire.

Défensive à l'ouest, cela ne voulait pas dire qu'il fallait laisser le champ libre à l'adversaire. Pas le moins du monde. On s'accrocha au contraire à toutes les positions, on retarda la marche en avant des Japonais par tous les moyens. Mac-Arthur, par sa défense obstinée de Mindanaho, aux Philippines, préparait les revanches ultérieures. On se battait partout, on se battait avec acharnement, avec héroïsme, tout en reculant. La première grande bataille fut celle de Java et de la mer de Corail, dans les premiers mois de 1942. Cette bataille de la mer de Corail se solda, de part et d'autre, par des pertes sévères. Mais le Japon se sentait freiné, obligé de regrouper ses forces, de regagner ses bases de départ. Nous sommes arrivés ainsi en mai 1942. Alors, la balance des forces se modifie, sous l'afflux des produits de l'industrie américaine.

« Sous l'impulsion de l'amiral Nimitz — le commandant en chef des flottes du Pacifique — des convois sillonnaient la mer apportant troupes et matériels aux points sensibles. Mobilisée « à fond », l'industrie d'armement accomplissait des prodiges. L'aviation, par l'adjonction des forteresses volantes, voyait décupler sa puissance offensive à longue distance. Et la merveille était que, loin de diminuer, l'aide aux Alliés se développait. »

Cependant, jusque-là, le Japon n'avait pas mis en ligne le gros de ses escadres. Où et quand l'état-major japonais frapperait-il ? L'océan gardait son secret. Là, fut le tournant décisif. Un critique américain, Fletcher-Pratt, estime que ce fut le succès même qui aveugla les Japonais à cette heure cruciale, par une sorte de Némésis à l'antique :

— « Ce peuple, écrit-il, auquel, depuis des millénaires, on inculquait le mépris de la mort et la peur de la peur, est mort à Midway, d'avoir eu peur ! »

Midway, tel est en effet le nom de la bataille formidable, au cours de laquelle, le destin changea de direction.

Le plan japonais fut le suivant : *a*) se diriger sur les Aléoutiennes, au nord-est, avec une escadre vétuste, condamnée à y périr, afin d'y attirer les forces américaines trompées.

b) Lancer la flotte de haute mer sur Midway et s'en emparer sans coup férir.

Devant soi, pensait-on, on n'aurait rien ou peu de chose. En réalité, on trouva l'amiral R. Spruance. On l'appelait, aux U.S.A. « la machine humaine ». Glacial, méthodique, précis, ne se fondant que sur des réalités, il appartenait au corps de l'aviation de marine :

« Il pensait, écrit Fletcher-Pratt, non pas comme l'amiral Yamamoto — japonais — mais comme un astronome qui évalue le poids d'une étoile siuée à 200 années-lumière, en suivant au télescope le déplacement d'un rayon lumineux qui n'a pas l'épaisseur d'un cheveu. »

La bataille pour Midway, à 1.200 milles des Hawaï, s'engagea, le 4 juin 1942, au matin. Les Japonais attaquent avec des forces qu'ils croient irrésistibles. Ils parviennent à Midway, criblent l'île déserte de bombardements effroyables et inutiles. Sans doute, des hangars brûlent, ainsi que des réservoirs d'essence, mais il n'y aura qu'un seul blessé, un cuisinier qui d'ailleurs en réchappera !

Mais Spruance, « la machine humaine », contre-attaque. Il lance ses avions, qui s'en donnent à cœur joie, en dépit d'une D.C.A. intense. « Nous avions chaud au ventre », écrit l'un des aviateurs. Appelés de partout, les renforts américains accourent. Les forteresses volantes font merveille. Les Japonais se défendent avec rage, ils infligent des pertes terribles à leurs adversaires. Mais, au soir du 4 juin, la houle recouvrait le cimetière mouvant où reposait à jamais ce qui avait été la flotte japonaise !

Les Japonais, après une telle défaite, auraient dû logiquement concentrer leurs forces. Ils voulurent garder toutes leurs conquêtes. La même faute sera commise par les Allemands, qui seront victimes de l'immensité de leurs triomphes !

Les mois qui s'écoulent de juin 1942 à la fin de 1943 sont marqués par une série d'actions qu'il est impossible d'énumérer et aussi de résumer, si ce n'est d'un mot : *la bataille des îles*. Les Américains avancent, irrésistiblement, d'île en île, à travers l'archipel Salomon et les îles de la Nouvelle-Guinée. Bornons-nous à donner ici un épisode, pour que l'on puisse se faire une idée des obstacles rencontrés et surmontés.

Nous sommes en septembre 1942. La 15e division d'infanterie coloniale débarque à Port-Moresby. Il s'agit de déloger les Japonais de la côte nord de la Nouvelle-Guinée, au nord de la mer de Corail. Pour cela on veut les attaquer à revers, par la voie de terre. Mais aucune route, aucune piste, pour traverser la jungle dans la direction. Une compagnie est désignée pour frayer la route à coups de haches, de pelles, en pleine brousse, pour faire passer les « jeeps ». Une section de 83 hommes, commandée par le sergent Lutjens, bon gros « boy » du Michigan, entame ce travail surhumain. On les a munis de riz, de thé et de sucre. On leur enverra des vivres par avions et ils mangeront le gibier tué en route ! En fait, ils sont si bien perdus dans la jungle, que les avions ne les voient pas, que les colis tombent au loin, qu'ils ne vivent que de serpents coupés en tronçons et de quelques perroquets tués sur les arbres. Ils tombent sur des marais, des fourrés infranchissables. Leurs boussoles sont affolées. Leurs nuits sont hantées par des fauves dont ils entendent le souffle ! Ils passent d'une chaleur torride le jour, à un froid glacial, chaque soir ! Les montagnes fantômes semblent reculer devant leur marche hésitante et cependant héroïque ! Des fleurs vénéneuses, larges comme des plats, des ruisseaux qui charrient des pépites d'or sont leurs principales rencontres, avec les reptiles. Longtemps après leur départ, alors qu'on les croit tous perdus, un avion aperçoit des ombres le long des dernières pentes, il leur lance ce message : « Ne vous pressez pas ! Les Japonais sont partis ! » Mais, sur quatre-vingt-trois il ne reste plus que sept survivants, — sept squelettes, — autour de Lutjens, pour déchiffrer ce message !

Des épisodes de ce genre et qui rappellent les aventures racontées par un Fenimore Cooper, dans ses célèbres romans sur les pionniers américains, ne sont pas rares, dans cette longue bataille du Pacifique !

Les Japonais cependant reculaient sans cesse, comme faisaient les Allemands en Europe et en Afrique. Leur force de résistance s'affaiblissait constamment. Après la défaite de Midway, qui marqua la fin de leur puissance navale, la bataille de Leyte, aux Philippines, où ils perdirent au total 402 appareils, fut le signal du déclin de leur aviation. On était en octobre 1944. La route de l'invasion du Japon était ouverte. La situation des unités dispersées encore dans les îles du Pacifique devenait précaire. L'hécatombe de Leyte livrait la métropole, sans défense efficace, aux terrible effets des bombardements aériens.

Février 1945 vit la reprise des Philippines. MacArthur rentrait, en vainqueur, à Manille.

Enfin, comme il fallait en finir, ce fut le coup d'assommoir de la bombe atomique, sur Hiroshima, qui acheva d'accabler le Japon ; bientôt quatre ans se sont écoulés, depuis la première bombe, en août 1945. On sait maintenant qu'il y eut alors 45.000 morts, que ce nombre doubla dans la suite, par les effets à retardement de la terrible bombe. Le Japon dut s'incliner. Quelques semaines plus tard, MacArthur, promu vice-roi, s'installait en maître au Japon et il s'y trouve encore. Une ère nouvelle venait de s'ouvrir : l'ère atomique. Le monde avait changé de plan, de climat, de perspectives d'avenir. et l'on pourrait presque dire : de philosophie !

L'article que nous analysons s'achève sur des lignes sibyllines, au sujet des essais de bombe à Bikini :

« A-t-on, dit-il, tout révélé du résultat de ces expériences ? Le public ignore-t-il qu'à de grandes distances de l'atoll mort, le danger permanent demeure, que le nuage atomique emporté par le vent, sans être dissocié, la parcelle liquide que la houle charrie sans la détruire, sont autant de périls mortels, contre lesquels l'avion ne peut que « plonger », le navire s'écarter du contact maudit. »

Et l'auteur conclut, en notant que cette guerre à la matière, au sein de l'atome, est en somme une guerre à la création même, donc une guerre à Dieu, mais qui ne peut se faire sans sa Volonté. Quelle est cette Volonté ? Où Dieu mène-t-il le monde, en se servant des hommes ?

VII

La *Revue de Paris*, qui avait publié le 1er mars 1949, des extraits des *Souvenirs inédits de Maxime du Camp*, récidive, dans le numéro de mai. Et cette fois, les extraits choisis nous donnent de piquants aperçus sur les pourparlers entre Jules Favre et Bismarck, au château des Rotschild, à Ferrières, en 1870.

Il y a là un portrait de Jules Favre qui est à signaler, malgré les traits fort durs qui le composent. Jules Favre avait pris possession du ministère des Affaires étrangères, au soir du coup d'Etat du 4 septembre, après la proclamation de la République. Il y avait trouvé ou reçu une lettre du général Fleury, dernier ambassadeur de l'Empire à St-Pétersbourg. Dans cette lettre, l'ambassadeur rapportait une conversation qu'il avait eue avec le tsar Alexandre II. Inquiet des succès de la Prusse, le souverain avait déclaré qu'il ne tolérerait ni un changement de dynastie en France, ni une amputation de notre territoire. Jules Favre, en lisant cette lettre, s'était dit : « Nous nous en tirerons avec de l'argent. » Et c'est alors qu'il prononça la phrase restée fameuse : « Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses. »

Il était sûrement de bonne foi et la grandiloquence de la formule n'était pas pour lui déplaire ! Il eut le tort de croire : 1° que le tsar porterait à une République le même intérêt qu'à Napoléon III ; 2° qu'il pourrait ne pas tenir compte de la carte de la guerre.

Il résolut d'aller trouver Bismarck. Sollicitant les bons offices de l'ambassadeur russe, il se flatta d'obtenir une entrevue du célèbre homme d'Etat prussien. Mais il est probable qu'il ne l'aurait jamais eue sans la décision du roi de Prusse qui déclara qu'on devait entendre toute parole de paix, quelle qu'elle fût. Le général prince Pierre de Wittgenstein, attaché militaire russe, servit d'intermédiaire. Accompagné par lui, Jules Favre sortit de Paris et traversa les avant-postes. C'est de Wittgenstein directement que Maxime du Camp tenait tous les détails de l'entrevue de Ferrières et Wittgenstein les tenait lui-même de Bismarck.

Rarement deux hommes plus dissemblables se sont rencontrés que Favre et Bismarck. Jules Favre ne savait rien du métier de diplomate. C'était un avocat, habitué à plaider le pour et le contre et ne sachant plus bien distinguer le vrai du faux. Il était sincère au moment où il parlait, se laissait griser par ses propres paroles et prendre d'émotion à ses propres harangues. Il savait aligner des phrases en tirades éloquentes ou censées telles, mais il ignorait l'art de l'argumentation positive et serrée. Il sacrifiait le raisonnement à la rhétorique. C'était donc tout l'opposé de l'homme qu'il eût fallu en face de Bismarck.

Celui-ci, on le sait, était un féodal altier, dédaignant le peuple, méprisant la bourgeoisie, n'ayant point souci de la noblesse, à moins qu'elle ne fût sous le harnois militaire, n'estimant que la force et croyant que c'est elle qui abat les positions anciennes et fonde les droits nouveaux.

C'était un homme sans éloquence, parlant lentement, lourdement d'une parole hésitante, mais qui n'en allait pas moins à son but avec la précision du fer de la guillotine, car il savait ce qu'il voulait et ne s'en laissait pas aisément détourner. Affectant des apparences de rondeur et même de bonhomie, il était très fin, de raison froide, malgré certains emportements, parfois calculés eux-mêmes.

Dès les premières phrases, Bismarck reconnut l'orateur, c'est-à-dire une espèce d'hommes qu'il détestait. Il chercha le diplomate, mais ne le découvrit pas. Il crut que Jules Favre voulait l'éblouir, l'entraîner : il se trompait. Favre n'obéissait à aucun plan précis, il suivait sa nature d'avocat, il prenait Bismarck pour une assemblée et lui jetait son discours aux grandes phrases, comme il l'eût fait à un auditoire nombreux. Il essaya de faire vibrer la corde du patriotisme, argua de l'honneur de la France, qui se refusait à subir les suites de la défaite. Bismarck en profita pour lui répliquer vertement, lui demandant depuis quand et pourquoi l'honneur de la France était fait autrement que celui des autres nations, qui avaient l'usage de se reconnaître vaincues, après avoir perdu plusieurs batailles et avoir vu leurs armées faites prisonnières.

Jules Favre ajouta alors que la France ne céderait

rien de son territoire. Bismarck en devint franchement brutal : il rappela l'occupation de Strasbourg par Louis XIV en pleine paix, la guerre du Palatinat, l'invasion de l'Allemagne par Napoléon, la création du royaume de Westphalie, enfin la dernière déclaration de guerre que rien, disait-il, ne justifiait. Et comme Jules Favre prétendait désavouer ce qu'il appelait « les crimes de l'Empire », Bismarck répondit d'un ton amer :

— « Vous êtes les successeurs de Napoléon III, ne l'oubliez pas. Vous avez revendiqué la succession de l'Empire, puisque vous vous en êtes emparés ; la succession est grevée de dettes, payez-les, en vertu de votre axiome de droit, que je suis surpris d'avoir à vous rappeler : le mort saisit le vif. Du reste, le roi est tout prêt à traiter avec le Gouvernement de Sa Majesté l'empereur Napoléon III, qui est le seul que nous ayons reconnu, qui est le seul qui, pour nous, ait une existence légale. »

Tout cela s'était dit dans un petit château appelé la Haute-Maison, appartenant à un comte de Rillac. Ce n'était qu'un premier contact et l'on s'ajourna au lendemain, chez les Rotschild, au château de Ferrières, où le roi de Prusse allait prendre logement.

L'entrevue proprement dite débuta mal, le lendemain, car Bismarck ayant voulu tout de suite tirer au clair les intentions de son interlocuteur, lui demanda ce qu'il voulait, ce que voulait le Gouvernement qui l'envoyait. A quoi, Favre, par une maladresse insigne, déclara qu'il était venu de lui-même, sous sa seule responsabilité, mais qu'il ne doutait pas que ses collègues n'acceptassent et ne fissent accepter au pays les préliminaires d'une paix qu'il aurait négociés ! C'était faire la partie belle à Bismarck. Il en abusa. Il n'avait devant lui qu'un homme, qui, au fond, ne représentait rien ni personne ! On était au 19 septembre 1870. C'était donc avant la capitulation de Strasbourg, avant celle de Metz, avant Champigny, avant Buzenval, avant la famine, et dès ce moment, Bismarck posa des conditions plus draconiennes que celles qu'il poserait, en janvier suivant, pour arrêter les hostilités. Et comme Favre avait dit que la paix ne pourrait être faite que par une Assemblée nationale qui se réunirait à Paris, Bismarck répliqua : « En ce cas, il est indispensable que les troupes du roi de Prusse occupent le Mont-Valérien. » Jules Favre eut un haut-le-cœur. Bismarck prit alors le ton poli qui lui servait si bien à voiler ses ironies : il demanda la permission de faire remarquer à Son Excellence que l'occupation du Mont-Valérien était le seul moyen d'assurer la liberté des discussions parlementaires, qui, sans cette précaution, seraient sûrement troublées par la populace de Paris.

A ce mot, Jules Favre retomba dans la rhétorique. Il oublia les émeutes récentes, il déclara qu'il n'y avait point de populace à Paris, mais une noble population résolue à périr plutôt qu'à céder une parcelle du territoire national.

Evidemment, Bismarck s'était moqué de Favre. La discussion se poursuivit, un peu au hasard. Favre cherchait le défaut de la cuirasse et ne le trouvait pas. Il attaquait mais maladroitement. Il mettait au défi Bismarck de pouvoir investir Paris et soutenait qu'il lui faudrait pour cela 1.200.000 hommes, qu'il n'avait pas. Bismarck répliqua : nous nous contenterons de disposer autour de Paris, cinq corps d'armée que nous relierons par des brigades de cavalerie, personne ne sortira, personne ne rentrera, nous vous prendrons par la famine.

« Ce ne sera pas facile, nous avons trois mois de vivres ». — Bismarck, impassible, s'inclina : « Je vous remercie de me le dire. »

Le mot se répéta. On commença à dire un peu partout que Paris ne pouvait pas tenir au-delà de Noël. Le soir, on se quitta très fatigué, et après une discussion sans résultats qui n'avait pas duré moins de dix heures !

Cependant, avec ses habitudes de diplomate, Bismarck attendait toujours des propositions concrètes. Il n'avait pas pris au sérieux les paroles de Jules Favre, qui s'en tenait à son propos initial : « De l'argent, tant que vous voudrez, mais pas une motte de terre ! » Il pensait que c'était là une feinte destinée à masquer les propositions tenues en réserve, et il était convaincu que, la nuit portant conseil, Jules Favre lui offrirait une base de discussion dès le lendemain. Il rendit compte à son roi de ce qui s'était passé, en ces termes mêmes. Aussi fut-il stupéfait, le matin suivant, en voyant que Jules Favre venait simplement lui dire adieu et lui exprimer le regret d'avoir tenté une démarche inutile.

Bismarck devait dire plus tard, au prince de Wittgenstein : « Je n'y comprenais plus rien, car il ne m'était pas possible d'admettre que le Gouvernement de Paris m'eût envoyé son vice-président, uniquement pour me faire un discours. »

Ne voulant pas le laisser partir, Bismarck avait offert à Jules Favre d'être reçu par le roi, mais Jules Favre avait décliné l'offre et fait ses adieux. Et racontant cela Bismarck ajoutait, selon Wittgenstein :

« Si au lieu d'un beau parleur, qui ne savait ni *A* ni *B* en diplomatie, on m'eût envoyé un homme du métier, fût-ce le dernier scribe du Ministère des Relations extérieures, nous nous serions entendus, car l'intérêt de la France et celui de l'Allemagne étaient d'en finir le plus tôt possible. »

Et il conclut par ces mots, qui dans sa bouche, étaient sinistres : « Ce malheureux nous a coûté bien du monde ! »

Telle fut donc cette entrevue de Ferrières, qui, au lieu de mettre fin à la guerre, la précipita vers ses dernières horreurs.

Jules Favre pouvait-il faire mieux ? Un autre que lui aurait-il réussi ? Il est difficile de le dire. Il existait en France et surtout à Paris un terrible aveuglement. Cela eût été excellent, si le courage, non pas celui du champ de bataille, mais celui du travail, celui de la discipline civique, celui de la préparation au combat eût été à la hauteur des prétentions et des intransigeances patriotiques.

La suite des *Souvenirs* de Maxime du Camp s'attache à la description lamentable de l'esprit qui régnait dans Paris : vanité des projets de défense, en raison de la paresse dans les travaux de retranchements ; scandale de ces troupes de la garde nationale, toujours attablées dans les cafés et se plaignant des mobiles qui se battaient à la périphérie, sans espoir de vaincre. Le jugement de Maxime du Camp se ramène à ceci : le peuple de Paris fut dans son ensemble, héroïque, mais il serait insensé de faire honneur de ses vertus au seul prolétariat, qui, au total, fut la partie de la population qui souffrit et qui combattit le moins. Ce prolétariat pourra se montrer brave, trop brave même, contre les forces

régulières, au temps de cette sanglante insurrection qu'on appellera la Commune et qui achèvera les malheurs de la France. Mais ces mêmes hommes, qui se montreront si acharnés pour une mauvaise cause, n'avaient combattu contre les Prussiens, si l'on ose dire, que par les flots de leur salive. Et Maxime du Camp cite, en confirmation de son jugement, une page cinglante des *Contes du Lundi*, d'Alphonse Daudet, témoin oculaire et témoin attristé de ce qui se passait dans Paris.

— « Et dire, écrira Daudet, que pour certaines gens, ces cinq mois de tristesse énervante, auront été un événement, une fête perpétuelle, depuis les baladeurs du faubourg, qui gagnent leurs 45 sous par jour à ne rien faire, jusqu'aux majors à sept galons : entrepreneurs de barricades en chambre, ambulanciers de Camache, tout ruisselants de bon jus de viande, francs-tireurs fantaisistes et n'appelant plus les garçons de café qu'à coups de sifflets d'omnibus, commandants de la garde nationale logés avec leurs dames dans des appartements réquisitionnés, tous les exploiteurs, tous les accapareurs, les voleurs de chiens, les chasseurs de chats, les marchands de pied de cheval, d'albumine, de gélatine, les éleveurs de pigeons, les propriétaires de vaches laitières, et ceux qui ont des billets chez l'huissier et ceux qui n'aiment pas à payer leur terme, pour tout ce monde-là, la fin du siège est une désolation peu patriotique. Paris ouvert, il va falloir rentrer dans le rang, travailler, regarder la vie en face, rendre les appartements, les galons, — et c'est dur ! ».

Nous avons connu, nous aussi, de telles choses, et le compte rendu de la Cour des Comptes a révélé des gaspillages autrement étendus et prolongés ! Alphonse Daudet ne sera pas contredit par ceux qui connaissent leur histoire !

Il n'y a pas que des pages de gloire dans un passé, si grand soit-il !

VIII

M. Raymond Gaillard étudie, dans les *Travaux de l'Action populaire* de mai 1949, la crise actuelle du communisme, sous le titre : *Du Bolchévisme au National-Socialisme*. Qu'il y ait une crise du communisme actuellement, tous les observateurs impartiaux le constatent :

« De sérieux craquements se font entendre, depuis quelque temps, dans l'édifice du communisme mondial. »

Ces craquements se produisent, comme il fallait s'y attendre, chez les nations satellites de la Russie. Qu'il y en ait aussi, en Russie même, c'est possible, probable même, mais nous n'en savons rien. Par contre, il est impossible de ne pas entendre les rumeurs qui viennent de Yougo-Slavie, de Bulgarie, de Pologne, de Tchéco-Slovaquie.

L'auteur de notre article veut donner les causes de la crise, et il les cherche dans la formation politique des cadres supérieurs des partis communistes, d'un Tito, voire d'un Thorez, d'un Duclos, d'un Cachin.

En quoi consiste donc cette formation ?

Les bolchévistes, sans négliger l'aspect théorique de l'éducation de leurs cadres, ce dont témoigne l'abondance de la littérature communiste sur ce point, n'ont jamais caché qu'ils lui préféraient son aspect pratique. Cette préférence vient sans doute de deux sources : 1° le communisme se sent, quoi qu'il en dise, assez vulnérable, dans le domaine théorique, il repose, en effet, sur une philosophie d'une indigence lamentable, et 2° il va contre les certitudes les mieux établies de l'esprit humain, en tant qu'esprit, c'est-à-dire, puissance d'intelligence et de volonté supérieure à la matière. Par contre, les bolchévistes se croient imbattables dans le domaine pratique, c'est-à-dire dans l'art de s'emparer des masses, de parler au peuple, de s'appuyer sur le peuple, de le manœuvrer dans le sens de leurs désirs.

« Nous n'entendons point créer des savants, a dit l'un des plus marquants parmi eux... L'essentiel pour la formation de nos cadres, c'est de savoir associer l'expérience à la théorie marxiste léniniste. Cela veut dire, avant tout, ne pas dissocier nos études de la lutte effective et, à chaque moment donné, tenir compte de la situation réelle dans laquelle nos organisations sont obligées d'œuvrer. »

Partant de ce principe, voici ce que fut la formation des cadres communistes : l'immense majorité des partis communistes venaient du sein des vieux partis socialistes, ou des vieux syndicalismes. Le premier soin des bolchévistes fut de purifier ces origines, de lutter contre l'esprit social-démocrate. On appela le socialisme · réformisme, centrisme, social-patriotisme, opportunisme. On rejeta avec non moins de décision la « phraséologie mi-anarchiste de gauche ». Le bolchévisme avait sa « ligne », dont il ne fallait pas dévier. Cette ligne passait entre l'anarchisme libertaire et le socialisme de la IIe Internationale.

Cette épuration dura plusieurs années, après la séparation du communisme et du socialisme, au Congrès de Tours, en décembre 1920. Encore en 1930, Losovsky, animateur de l'Internationale syndicale rouge, déclarait à Moscou :

« Nous avons encore beaucoup de survivances social-démocrates dans les rangs de nos partis, beaucoup d'étroitesse routinière, de philistinisme, d'esprit petit-bourgeois, dont nos cadres ont hérité et qu'ils ont transplanté dans notre mouvement communiste. »

En fait, à la demande de Lénine, on posa aux communistes français, en 1920, 21 conditions avant de les accepter dans la IIIe Internationale. Parmi ces conditions, il y avait les suivantes : élimination des réformistes et centristes ; création d'une organisation révolutionnaire clandestine, en marge de l'organisation extérieure légale ; propagande et agitation dans l'armée et dans les campagnes ; lutte contre le social-pacifisme, le colonialisme ; rupture immédiate avec les formations « réformistes » ; épuration sévère des parlementaires douteux ; centralisation du parti et discipline analogue à la discipline militaire ; soutien constant de la politique soviétique, etc.

Ce fut la rupture : Renaudel, Léon Blum, Paul Faure, Longuet, furent expulsés avec tous les socialistes de droite. Le Komintern continua ensuite de mener une lutte farouche contre le socialisme. Encore aujourd'hui, le socialisme est la bête noire du communisme. Ce dernier sait qu'il a besoin d'intellectuels, mais il se méfie constamment d'eux. Il estime que la plupart ne se joignent aux troupes prolétariennes qu' « en amateurs ou en carriéristes ». Par définition, un intellectuel est un homme qui n'est plus du prolétariat, mais qui entend bien se servir du prolétariat pour ses buts personnels, pour soigner sa popularité ou ses ambitions. Le communisme s'est aussi beaucoup méfié des francs-maçons et il les a mis en demeure de choisir entre

la Loge et le Parti. C'est pour ces diverses raisons que Me Henry Torrès, Bernard Lecache, Charles Lussy, L. O. Frossard ont dû quitter le communisme. Au nom de la lutte contre le pacifisme, il y a eu aussi rupture entre le Parti et la Ligue des Droits de l'Homme, et le départ de Georges Pioch. On sait pas ailleurs que Jacques Doriot fut mis en demeure de sortir du Parti. Donc, épuration impitoyable, épuration intense en 1920 et 1921, mais non moins vigilante, après cette dernière date. Au début, les communistes français eux-mêmes trouvaient intolérable la dictature de Moscou. Il y eut une tension voisine de la rupture entre Moscou et Paris. Mais Moscou tint bon et Paris s'inclina.

Ce qui est dit ici du parti communiste français est valable pour les partis communistes de tous les pays d'Europe.

L'épuration toutefois n'était qu'un aspect négatif. Une fois la discipline du Parti bien établie, il fallait aller à la bataille. Le but à atteindre était le suivant : aller aux masses, les arracher à leurs chefs socialistes, capter les adhésions au Parti, s'appuyer sur elles pour faire craquer les fondements des Etats bourgeois.

Mais cela est plus facile à dire qu'à faire. Les chefs socialistes se défendent bien. Ils ont du talent. Ils ont l'audience des ouvriers. Les communistes au contraire sont novices. Ils ignorent tout des moyens d'aller aux masses, de constituer et organiser un parti, de profiter des fautes de leurs adversaires. Ils ont peine à se débarrasser des faiblesses de leur passé, du culte de la vérité objective, de la distinction du bien et du mal. Il s'agit d'une formation *ab ovo*, pour eux. Ils ont tout à apprendre.

On leur inculque, en premier lieu, que le journal du parti — en France, *L'Humanité*, — n'est pas un journal de salon, que l'esprit du boulevard n'y a pas sa place, qu'il faut y insister uniquement sur l'action des chefs du parti, y publier abondamment leurs portraits, reproduire leurs discours, vanter leurs initiatives, attaquer sans relâche les chefs socialistes, les ridiculiser, les rendre odieux à la classe ouvrière, en parler avec mépris, comme de traîtres au prolétariat, comme de menteurs, de profiteurs, de valets du capitalisme. Et cela, le seriner, le ressasser, tous les jours, sous toutes les formes.

« Il faut répéter, souligner, insister ; encore une fois répéter, encore une fois souligner, et non pas papillonner aimablement autour des discussions », écrit Trotsky, alors encore à la tête du Parti.

Il faut fomenter des grèves ; dès que la grève a éclaté, lui réserver une large place, en commenter les moindres incidents, souffler l'aigreur, le mécontentement ; dès que la grève est finie, recruter des abonnés chez les grévistes, avoir bien soin de se présenter pour cela au moment de la paye !

En France, ce fut Marcel Cachin qui entra le mieux dans ce plan et qui fit de *L'Humanité* le journal révolutionnaire, tel que le concevait le communisme, tranchant parfaitement sur le ton du *Populaire*.

Une formation toute semblable s'imposait pour l'usage de la tribune parlementaire. Là encore, il s'agit uniquement de se servir des *libertés démocratiques*, pour saper la *démocratie*. On en viendra à accaparer le nom même de *démocratie*, en lui annexant l'épithète de « populaire ». Toute autre démocratie sera fausse, absurde, criminelle, « capitaliste ». Mais on utilisera au maximum la liberté de parole et de discussion qui y est admise, pour attaquer constamment, critiquer amèrement, créer de l'agitation. On fera des projets de lois toujours en surenchère, avec la certitude qu'ils ne peuvent être adoptés : on aura ainsi un double avantage ! si le projet de loi est repoussé, on se glorifiera d'avoir défendu les droits du prolétariat et de les avoir défendu contre tous ; si par hasard, il est adopté, on aura obtenu la victoire ! Les orateurs du parti, à la Chambre, dans toutes les assemblées légales, n'oublieront jamais qu'ils sont uniquement « des agents d'agitation et de propagande ».

En dehors de la presse et de la tribune, il y a encore un emploi intensif des tracts, des affiches, il y a l'agitation systématique à domicile, dans les ateliers, dans la rue, il y a l'agitation clandestine le noyautage de l'armée, etc...

Le parti bolchéviste russe avait, sur tous ces points, en raison de sa longue lutte contre le tsarisme, une expérience déjà longue et riche. Il entendait en faire profiter les chefs du parti dans tous les pays, et ainsi mettre hors de combat les chefs socialistes, considérés comme de vains bavards et des incapables.

Nous en venons cependant au point crucial, à celui qui nous paraît expliquer les mécomptes actuels du communisme.

Nous venons de le voir, le parti affecte un certain dédain de la théorie pure et il met l'accent sur la tactique quotidienne. Il pose en principe que les hommes, surtout ceux des masses prolétariennes, ignorent la logique, ne se soucient que fort peu d'éviter de se contredire, ne s'en aperçoivent souvent même pas. De cette facilité de contradiction, le bolchévisme s'est même fait une qualité, un élément de succès : il appelle cela *l'élasticité bolchéviste*. Losovsky prétendait qu'il y a une grande différence entre *l'élasticité opportuniste* et *l'élasticité bolchéviste*.

« Que signifie l'élasticité opportuniste ? demandait-il. L'opportuniste s'adapte aux événements, cherche l'intermédiaire, il entend organiser les choses de façon à contenter tout le monde ; il lui semble que les fissures qui se produisent peuvent se boucher ; il prend la bonne route avec un retard de quelques années, quand il est déjà trop tard ; il ne perçoit pas la dynamique des événements, il ne voit que la statique. »

Et en regard, voici la description de l'élasticité bolchéviste :

« A chaque moment donné, avec l'élasticité bolchéviste, vous percevez les battements du cœur des masses ; à chaque moment donné, vous vous rendez compte des événements qui mûrissent et de la façon dont l'attention des masses converge vers d'autres aspirations. Et c'est en raison de l'état des faits et de la situation d'ensemble que vous formulez les mots d'ordre, que vous faites le point pour savoir où il faut aller. »

Mais, précisément parce qu'il faut constamment tâter le pouls des masses, il faut que, dans chaque pays les chefs du Parti possèdent une certaine initiative, un pouvoir de décision suffisant pour adopter les *slogans* de l'heure. C'est ce qui explique la dissolution du *Komintern* en mai 1943. Les différentes sections du parti étaient censées majeures, elles allaient avancer par leurs propres moyens.

Ce fut une belle divergence ! Quel pouvait être « le battement du cœur des masses », au temps de la guerre et de l'occupation ? La lutte contre l'étranger, le patriotisme par conséquent. Et comme le communisme entend se tenir toujours à la pointe des mouvements où il entre, il ne se borna pas au patriotisme, il fit du « superpatriotisme », il voulut être « le parti des fusillés », monopoliser le mérite de la « résistance » et fonder tous ses droits ultérieurs sur ses mérites dans la lutte contre l'occupant.

On vit alors un Thorez au pouvoir. On eut des ministres communistes, dans un gouvernement composite, comprenant des socialistes et des démocrates chrétiens ! On jouait et on joue encore la carte nationaliste. Mais, il en fut de même dans les pays voisins, et dès lors les oppositions surgirent : la Macédoine provoquait de violentes querelles entre communistes grecs, yougoslaves et bulgares ; l'affaire de Trieste mettait aux prises communistes italiens et yougoslaves ; l'avenir de l'Allemagne, opposait communistes allemands, polonais et français. En Tchécoslovaquie, les communistes tchèques avaient contre eux les communistes slovaques. La Carinthie divisait communistes autrichiens et yougoslaves.

« Quant à l'U.R.S.S., en voulant s'interposer et trancher les différends, elle ne réussissait qu'à s'attirer une haine solide qu'attisaient encore les difficultés de la reconstruction économique des pays dévastés. Ses projets de planification se heurtaient à la mauvaise volonté des intéressés. »

L'élasticité bolchéviste aboutissait donc à créer un antibolchévisme ! La révolte de Tito fut le fait le plus spectaculaire dans un vaste ensemble, encore mal connu. C'est ce qui amena la création du *Kominform*, ou Bureau d'information en 1947. Ce fut un brutal retour à la tutelle. Tito, Markos, — figures connues, — incarnent la révolte des satrapes. Mais il y a aussi, en Albanie, l'arrestation de Koci, secrétaire général du parti et de Kriotu, chef du bureau politique ; — en Pologne, démission de Gromulka, secrétaire général du parti ; — en Algérie, démission d'Amas Ouzegome, secrétaire général ; — en Tunisie, démission d'Ali Djerad, secrétaire général ; en Chine, l'inconnue énorme de Mao-Tsé-Toung, qui affirme d'une part son attachement au Kremlin, mais proteste, d'autre part qu'il ne veut pas de la dictature du prolétariat et entend faire appel aux capitaux étrangers !

Tout récemment, il y a eu une « purge » importante et mystérieuse en Bulgarie.

Voilà donc la crise communiste. Est-ce pour cela que la Russie décide subitement de lever le blocus de Berlin de négocier avec ses anciens alliés, de faire la paix ou du moins d'en faire semblant ? Elle aura à triompher d'abord du complexe de défiance contre elle qu'elle a elle-même créé ! C'est le secret de demain. Attendons.

IX

Parmi ces grands chefs communistes, que Moscou sent obscurément et sourdement s'agiter contre la main de fer de Staline, il est une femme qui se glorifie d'une fidélité au Parti sans fissure. Cette femme est Ana Pauker, que la *Sélection du Reader's Digest* de mai 1949, nous présente sous le titre de « *La femme la plus crainte d'Europe* ».

Officiellement, elle n'est que le ministre des Affaires étrangères de Roumanie. En réalité, elle est le principal agent du Kominform, dans la partie russifiée de l'Europe. C'est elle qui donne le mot d'ordre à 100 millions de personnes dépendant de la Russie depuis la fin de la dernière guerre, et qui veille à l'orthodoxie des chefs communistes. Pour arriver au pouvoir, elle a abandonné sa famille, tendu la main aux meurtriers de son mari, trahi ses plus vieux camarades et sa patrie ellemême afin d'obéir au Kremlin. Elle n'a qu'une passion au cœur : son amour pour la Russie soviétique et le parti communiste.

Ana n'a presque rien de la femme. Elle présente une charpente de lutteur, des hanches larges, des formes massives, des mains rouges et crevassées, des cheveux rebelles et grisonnants, coupés court. Sa voix est grave, ses gestes vifs, elle parle avec autorité, assurance : c'est ce qu'on appelle une femme extraordinairement dynamique.

Par ailleurs dans la vie privée, Ana Pauker a des propos pleins d'abandon, d'aisance, dénués des formules toutes faites. Elle a l'habitude d'écouter, — ce qui n'est pas un éloge banal, surtout en milieu révolutionnaire. — Elle aime les conférences de presse, comprend la plaisanterie et possède une bibliothèque abondamment pourvue de romans modernes. Elle est donc, si l'on peut dire, « normale » dans la vie privée. Mais dans la vie publique, personne n'est plus ardemment « conformiste » qu'elle. Ce sont les consignes du Kremlin qu'elle reproduit inlassablement dans ses discours, dans ses articles, dans toutes ses démarches diplomatiques.

Elle était toute jeune fille, lorsque le communisme démarra. Son père était un boucher juif, très pauvre, appelé Rabinsohn. Instruite, elle aidait sa famille à vivre, en donnant des leçons. A 17 ans, elle enseignait l'hébreu dans une école juive. Là, elle fait connaissance d'un jeune professeur de littérature et d'histoire, appelé Steinberg. C'est un socialiste. Elle tombe éperduement amoureuse de lui. Ils font ensemble des promenades au clair de lune. Finalement, Steinberg épouse... la meilleure amie d'Ana. Le choc fut dur. Ana se jeta dans la politique, s'inscrivit à un club de conspiration socialdémocrate s'employa à rédiger des tracts révolutionnaires. Elle n'est plus sortie de cette voie ! Au cours de la Grande-Guerre, elle rencontra un autre révolutionnaire en herbe, un ingénieur, nommé Marcel Pauker. Elle l'épousa et en eut trois enfants.

Elle a dit, à son sujet : « J'aimais mon mari, c'est le parti qui nous a séparés ! »

Séparés à jamais, en effet. D'abord, Pauker, chargé de fréquentes missions au loin, pour des besognes clandestines, était souvent à un bout de l'Europe et sa femme à l'autre bout. Mais, chose plus grave, Pauker fut « liquidé », comme on dit avec élégance, dans le parti, en 1938, pour ses contacts avec les trotzkistes.

Quant à elle, sa vie ne fut non plus de tout repos. Si elle est à l'honneur aujourd'hui, elle le doit à ses rudes mésaventures d'avant-guerre. Elle a passé six ans en prison, onze en exil. Cela lui a valu une sorte d'auréole dans le parti, car elle a toujours supporté la torture et la solitude des cachots avec une fermeté d'âme remarquable.

En 1941, Antonesco et Maniu qui dirigent la Roumanie, alors alliée à l'Allemagne, s'entendent

avec les Russes pour échanger Ana Pauker, sortie de prison, contre un Roumain anticommuniste au pouvoir des Soviets. Lorsque Ana sera au pouvoir, après la défaite allemande, elle se souviendra d'Antonesco, qui sera fusillé par un peloton d'exécution communiste, en 1946, et de Maniu, qui sera en 1947 condamné, malgré son grand âge, à la détention perpétuelle.

Pendant son séjour en Russie, Ana Pauker devint citoyen soviétique, officier de l'Armée rouge, membre du Komintern. Elle était, entre les mains des Russes, une carte-maîtresse, pour retourner la Roumanie et, par la classe ouvrière, y faire triompher l'autorité russe. Elle a su manœuvrer adroitement, attendre son heure ne pas se presser, pousser la propagande occulte, aussi longtemps qu'il fut nécessaire. Elle a même juré allégeance au roi, mais aujourd'hui, c'est elle qui est, en vérité, la « reine de Roumanie » !

L. Cristiani.

QUESTIONS de science ecclésiastique

CONSULTATIONS DIVERSES

Q. — Je pensais que seul, l'archevêque de Lyon portait le titre de Primat des Gaules. Or je viens d'apprendre que l'archevêque de Sens s'intitulait, lui aussi, Primat des Gaules et, qui plus est, de Germanie. L'*Ami* voudrait-il me donner quelques éclaircissements à ce sujet ?

R. — 1° La primatie lyonnaise est de date relativement tardive. Elle a été instituée, — d'autres diront officiellement reconnue, — par deux bulles de Grégoire VII, du 19 avril 1079, en faveur de Gébuin, archevêque de Lyon. Cette primatie « des Gaules » devait s'exercer sur les quatre provinces qui, à la fin de l'Empire romain, avaient porté le nom de Lyonnaise, à savoir, les provinces ecclésiastiques de Lyon, Rouen, Tours et Sens. L'institution répondait à la pensée centralisatrice de Grégoire qui, au surplus, se méfiait de l'archevêque de Sens, métropolitain du domaine royal, tout dévoué aux Capétiens et qui, jusque là, s'était paré du titre de Primat des Gaules. Richer, qui occupait le siège depuis 1062 était plutôt tiède à l'égard de la réforme grégorienne : il sera un instant suspens, en 1078, par le légat Hugues de Die, au concile de Poitiers.

2° La primatie sénonaise remontait à une lettre de Jean VIII, du 2 janvier 876, adressée à tous les évêques de Gaule et de *Germanie,* et qui constituait Anségise, archevêque de Sens, *vicaire* du Saint-Siège pour ces provinces : *in Gallias et Germanias vice nostra fruatur.*

A la vérité, le terme de *primatus* n'était pas énoncé ; mais nous le rencontrons dès juin de la même année, lorsque au concile de Ponthion, Charles le Chauve voulut faire reconnaître la « primatie » d'Anségise par l'épiscopat franc. Et le terme se rencontre également sous la plume des adversaires de la primatie sénonaise, en l'espèce, sous celle d'Hincmar, archevêque de Reims.

La primatie des Gaules et de Germanie disparut-elle dans la suite ? On ne relève aucune allusion à un vicariat apostolique, sénonais ou autre, dans les bulles pontificales du x^e siècle ; mais c'est là un argument *a silentio* qui, vu surtout la crise dont souffrait l'Eglise romaine à cette époque, ne permet aucune conclusion catégorique. Toujours est-il que les archevêques de Sens, Séguin (977-999) et Liétry (999-1032), furent reconnus comme primats et, cette fois, par tous les évêques du royaume franc. Il ne pouvait plus être question de primatie sur la Germanie, l'empire ayant été reconstitué, depuis 962 (couronnement d'Otton I le Grand) au profit d'une dynastie germanique.

3° L'acte de Grégoire VII resta discuté. En 1095, Richer part en guerre contre le primat de Lyon et accepte d'être privé du *pallium* plutôt que de s'incliner. Son successeur, Daimbert, ne reconnut la primatie lyonnaise, à la demande d'Urbain II, qu'en 1098. En 1116, la confirmation de la primatie lyonnaise par Pascal II ne suscite aucune protestation. Calixte II renouvelle le geste de Pascal, le 5 janvier 1121, après l'avènement de l'archevêque de Lyon, Humbaud. Cette fois, réclamation vigoureuse du roi Louis VI le Gros qui, dans une lettre à Calixte, déclare tout net qu'il préférerait voir son royaume en cendres et sa tête en danger plutôt que d'accepter l'opprobre résultant de la subordination de l'archevêque de Sens à l'archevêque de Lyon : Lyon était alors ville d'empire.

On n'a pas conservé la réponse de Calixte ; l'affaire, en tout cas, entre dans une période de repos : Rome évitera, pour un temps, de soutenir la primatie lyonnaise, sans jamais reconnaître officiellement les droits de l'église de Sens. Le débat ne se rouvrira qu'à intervalles éloignés ; et les deux archevêques conserveront — ou recouvreront — respectivement leur titre (pour Sens, en mémoire d'Anségise, celui de primat des Gaules et de Germanie), *titulum sine re,* évidemment, et satisfaction de pure forme ! Pour plus de détails voir l'article de A. Fliche, *La primatie des Gaules depuis l'époque carolingienne jusqu'à la fin de la Querelle des investitures* (dans *Revue historique,* t. CLXXIII, 1934, p. 329-342), de beaucoup supérieur à celui de l'abbé Rony, *Saint Jubin, archevêque de Lyon et la primatie lyonnaise* (dans *Revue d'histoire de l'Eglise de France,* t. XV, 1929, p. 408-430).

G. D.

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

Dictionnaire de Théologie catholique. — Fascicules CXLVIII-CXLIX. *Violation-Wyclif.* — Paris, Letouzey, 1949.

Ce double fascicule nous conduit presque au terme du Dictionnaire, et bientôt déjà paraîtront les Tables qui faciliteront les recherches dans l'immense encyclopédie.

Signalons quelques articles particulièrement intéressants pour la théologie : *Vocation* (L. Sempé) : données scripturaires sur la vocation sacerdotale et sur la vocation religieuse ; témoignages de la Tradition ecclésiastique et travail de la réflexion théologique ; précisions récentes et directions du magistère ; culture des vocations. — *Vœu :* après un aperçu historique, l'auteur (Dom Séjourné), fait du vœu une étude théolo-

gique très fouillée : nature du vœu, sa matière, son obligation, son utilité et sa valeur religieuse dans son émission et son accomplissement, enfin la dispense du vœu ou plutôt, d'une façon plus générale, sa dispensation par l'autorité sociale. — Dans la question du *Vol*, M. Chrétien étudie le problème de la compensation occulte. — Le *volontaire* (A. Michel) est à la base de bien des problèmes de morale. — L'article *Volonté* (même auteur) est composé sur le plan de l'article *Science ;* on y étudie donc : volonté de *Dieu* (et à cette occasion ont été complétés des articles omis ou insuffisamment abordés précédemment, notamment *volonté salvifique universelle* et *optimisme) ;* volonté des *anges* et des *âmes* séparées ; volonté en *Jésus-Christ* (simples références aux articles antérieurs de christologie), enfin, un bref appendice donne surtout des références aux articles où la volonté *humaine* a été étudiée en elle-même et dans ses rapports avec la volonté divine. Au point de vue philosophico-théologique, *Volontarisme* complète cette série d'articles.

En dehors de ces études proprement théologiques, citons, dans l'histoire de la pensée catholique ou des confessions séparées : *Vital du Four* (P. Godefroy) ; *Vitalien* (E. Amann) ; *Vitoria* (Menendez-Rigada) ; *Viva* (E. Amann) ; *Wadding* (J. Mercier) ; *Walafrid Strabon* (H. Peltier) ; *Ward* (L. Marchal) ; *Wazon de Liège* (E. Amann) ; *Wessel* (L. Cristiani) ; *Wilfrid (S.) d'York* (E. Amann) ; *Wimpheling* (L. Cristiani) ; *Wirceburgenses* (H. Rondet) ; *Wiseman* (L. Marchal) ; *Witasse* (E. Amann) ; *Witzel* (id.).

M. Vénard a donné un assez bref mais substantiel article sur la *Vulgate :* son histoire, sa valeur critique et littéraire, sa valeur théologique. Enfin, la signature de M. Bride est au bas des articles ou le droit canonique vient appuyer la doctrine morale : *Violation, Violence.* L'article *Voltaire* est dû à M. Constantin, décédé il y a déjà deux ans, mais qui avait pu le terminer avant sa mort. A. M.

R. P. Loret, C. SS. R. — **Vocations. Doctrine. Pratique.** — In-8 de 244 p., 120 f. — Paris, Edit. Saint-Paul, 1947.

L'auteur s'adresse *aux Religieuses* et leur donne tous les avis utiles pour discerner, cultiver, guider dans la bonne voie des jeunes filles qui songent à la vie religieuse.

La 1re Partie est doctrinale : elle renseigne sur la nature, l'importance, les signes de la vocation. La 2e est plus pratique : elle rappelle les étapes de la vocation et délimite les interventions légitimes qui peuvent la contrôler et la cultiver. Des statistiques et une bibliographie pratique terminent l'ouvrage.

Ces pages solides, modérées, bien renseignées, chargées parfois de leçons assez cuisantes, conviennent parfaitement aux religieuses à qui elles sont exclusivement destinées. Nous leur souhaitons un grand nombre de lectrices attentives.

Stanislas Fumet. — **La Ligne de vie.** — In-12 de 296 p. — Paris, Le Caillou blanc, éditions du livre français, 15, rue Linné, 1948.

La « ligne de vie », c'est-à-dire le christianisme triomphant de la mort et même de cette « résignation chrétienne », jadis dénoncée par Nietzche, tel est le thème général de ce petit livre, débordant de dynamisme et d'optimisme. Que certaines déformations se soient produites parfois dans l'application souvent difficiles des principes du christianisme, c'est possible, c'est même certain ; mais « si le christianisme lui-même devait nous empêcher d'être des hommes accomplis, pour rester des enfants ou ne nous préparer qu'à devenir des anges, s'il n'était pas capable de faire de nous les meilleurs citoyens, il y aurait lieu pour la cité terrestre de se méfier de ses doctrines ». Heureusement il n'en est rien. L'Eglise est la meilleure des mères et la dévirilisation de l'homme par le christianisme, une « gaudriole » inventée par l'incroyance.

Tout le volume, écrit d'un style alerte, imagé, entraînant, oriente le lecteur dans le sens de cette « ligne de vie » que doit être le vrai christianisme. Il est la condamnation de tout pessimisme, de tout désespoir, de toute « néantisation ». La logique impitoyable de l'auteur, souvent servie par une éloquente ironie, montre l'inanité de tout système, de toute pensée philosophique, qui, de l'idéalisme au marxisme, en passant par l'existentialisme, s'opposent d'une façon ou d'une autre, à la foi chrétienne. Un seul être, par soi-même subsistant, Dieu, de qui procèdent tous les autres êtres ; une seule vie, plénitude en Dieu, les autres n'étant que participation réelle de la même Vie ayant une efficacité universelle. Le mystère fondamental du christianisme, la Rédemption par la mort sur la croix, est lui-même dans la ligne de vie, car c'est par sa mort que le Christ a vaincu la mort.

On lira, on méditera ce livre dont la doctrine est réconfortante et surtout stimulante. Parfois peut-être l'auteur est dur pour le « genre hybride » où le monde clérical, à tous les étages, lui semble s'attarder. Mais S. Paul n'a-t-il pas écrit : « Le bien que je veux, je ne le fais pas... » (Rom., VII, 15) ? Il est bon toutefois qu'un chrétien comme M. Fumet nous rappelle qu'il faut sans cesse nous tenir en garde contre des faiblesses qui pourraient nous faire dévier de la « ligne de vie ».

Fr. M.-Anselme Dimier, moine de Tamié. — **Amédée de Lausanne** (coll. « Figures monastiques »). — In-8 de XLIV-490 p., 750 f. — Abbaye Saint-Wandrille, Editions de Fontenelle, 1949.

Né vers 1110, fils d'Amédée dit l'Ancien, seigneur de Hauterive en Dauphiné, le jeune Amédée accompagne son père quand celui-ci se retire, un peu avant 1120, à l'abbaye cistercienne de Bonnevaux (diocèse de Vienne). Entré à Clairvaux en 1125, chargé en 1139 du gouvernement de l'abbaye d'Hautecombe, il est élu évêque de Lausanne en 1144. Moine, lettré, pasteur d'âmes, il ne se confine pas dans son évêché. Mêlé de près à la politique savoisienne, il se voit confier, par Amédée III de Savoie partant pour la croisade, la garde du jeune Humbert et assume, après la mort d'Amédée (1148), la régence du comté. Eugène III le charge de divers arbitrages entre églises et abbayes. On le trouve dans l'entourage de l'empereur Conrad III, de Frédéric Barberousse qui en fait son chancelier pour le royaume de Bourgogne. Il est à Spire en 1146, à Worms en 1154 ; en novembre 1158, il assiste à la diète de Roncaglia (pourquoi franciser en « Roncaille » ?), et meurt l'année suivante, à Lausanne, le 27 août. Il nous reste d'Amédée des statuts concernant les droits respectifs de l'évêque, des clercs et des bourgeois de Lausanne, quelques chartes et lettres dont une aux fidèles de son diocèse, écrite en exil, lors d'incursions à main armée dirigées par le comte de Genevois (vers 1156), et, surtout, huit homélies en l'honneur de la Vierge, qui le placent en très bon rang parmi les prédicateurs de l'époque.

De ce saint — car Amédée est honoré comme tel au diocèse de Lausanne et dans l'Ordre de Cîteaux : son culte a été récemment confirmé en 1903 et 1910 — dom Dimier nous donne une biographie aussi détaillée que possible. L'A. a su utiliser au mieux la littérature, abondante et variée dont il disposait. Et il l'a fait à bon escient, avec prudence. Il sait la valeur relative des sources et il manie, comme il convient, le conditionnel et les « s'il faut en croire ». Il ne sacrifie que modérément au style hagiographique. Un peu de